

Chine-Birmanie et Chine- Thaïlande : un triangle asymétrique

Arnaud Dubus

Note d'actualité n°10/16 de l'Observatoire de la Chine, cycle 2016-2017

Juillet 2016

Le cadre : une Thaïlande tributaire et une Birmanie rétive

Le contexte historique

Depuis l'époque du royaume siamois d'Ayuthaya (1351-1767), les Siamois ou Thaïs ont entretenu une relation tributaire avec la Chine, faisant périodiquement allégeance à l'Empire du milieu, avec lequel aucun conflit armé n'a jamais eu lieu sur le territoire siamois. Cette relation de soumission et de reconnaissance de l'autorité supérieure du grand voisin du nord est profondément inscrite dans la tradition diplomatique thaïlandaise et l'arrivée des communistes au pouvoir en 1949 n'a fait que suspendre pour une courte période les relations de petit frère à grand frère, le Premier ministre thaïlandais Kukrit Pramoj effectuant en juillet 1975 une visite historique à Pékin pour renouer les liens¹.

Ces relations confraternelles se sont poursuivies sans heurts jusqu'à aujourd'hui, facilitées par l'importance

croissante de la Chine pour l'économie thaïlandaise et le fait que les deux pays n'ont pas de frontière commune et donc n'ont pas à faire face à des tensions transfrontalières. L'attitude thaïlandaise vis-à-vis de la Chine reste avant tout faite de ménagement mêlée de crainte.

Le contexte des relations entre la Birmanie² et la Chine est différent, même s'il existe des éléments communs. La Birmanie n'a entretenu des relations tributaires avec la Chine que pendant quelques décennies, entre 1776 et 1875³. Contrairement à la Thaïlande, la Birmanie n'a pas été « inscrite dans la sphère d'influence directe de l'Empire du Milieu »⁴. En raison de l'existence d'une frontière commune longue d'environ 2 000 kilomètres, les Birmans ont fait face, au contraire des Thaïlandais, à de nombreuses incursions armées chinoises sur leur territoire. La proximité géographique a aussi entraîné

2- Officiellement « République de l'Union du Myanmar » depuis 2008.

3- *La Birmanie entre l'Inde et la Chine*, Egretau Renaud, *Evolution d'une lutte d'influence régionale*, « Birmanie contemporaine », IRASEC/Les Indes Savantes, 2008, Paris/Bangkok, p. 316.

4- Ibid.

une migration chinoise importante et un va-et-vient continu de part et d'autre de la frontière à toutes les époques, sans oublier l'établissement de régions quasiautonomes peuplées par des ethnies affiliées culturellement aux Chinois (Kokang, Wa...).

L'attitude traditionnelle de la Birmanie vis-à-vis de la Chine a consisté à « ménager la puissante Chine tout en contenant ses tentatives de pénétration »⁵.

L'attitude vis-à-vis de la communauté chinoise locale

En Birmanie comme en Thaïlande, l'immigration chinoise est ancienne. Mais alors qu'en Thaïlande, les dynasties royales successives, et tout particulièrement la dynastie Chakri qui occupe le trône depuis 1782 jusqu'à aujourd'hui, ont favorisé l'intégration des vagues successives de migrants chinois – sauf à certaines périodes comme sous le règne du roi Vajiravudh (règne : 1910-1925) –, en Birmanie, un nationalisme plus agressif a donné lieu à des poussées de sinophobie, tout particulièrement en juin et juillet 1967, au moment de la Révolution Culturelle chinoise⁶.

Dans la période contemporaine, la porosité de la frontière sino-birmane a favorisé l'immigration chinoise légale ou illégale, notamment par la ville de Muse au nord de l'État Shan, et l'arrivée massive d'entrepreneurs venus « chercher la réussite dans l'eldorado birman ». Cela a favorisé la constitution de « foyers chinois » le long de la frontière entre la Chine et l'État Shan au nord-est de la Birmanie et a exacerbé le ressentiment antichinois depuis les années 1990, non seulement de la majorité ethnique birmane, les Bamar, mais aussi de certaines minorités ethniques de la région. La capacité de ces migrants chinois à recourir à des emprunts financiers informels à travers des connections claniques, familiales ou linguistiques, leurs réseaux et leur connaissance des marchés régionaux et internationaux leur donnent un avantage décisif vis-à-vis des Birmans qui ne peuvent pas accéder aux crédits du fait de la faiblesse du système bancaire local⁷. Certains analystes estiment que 60 % du secteur économique privé birman (hors agriculture) est entre les mains des Chinois⁸. Cette disparité accroît encore le ressentiment anti-chinois des Birmans. Une différence de perception par les Birmans s'opère néanmoins entre les « anciens Chinois », qui se sont installés en priorité dans les grandes villes birmanes telles que Mandalay il y a plusieurs dizaines d'années et les « nouveaux Chinois » qui se sont principalement établis à la frontière sino-birmane au nord-est de l'État Shan mais aussi dans le reste de la région et dans l'État Kachin, au nord de la Birmanie. Les Birmans reprochent aux « nouveaux Chinois » de ne pas parler birman et de ne pas s'intégrer, contrairement aux « anciens Chinois ».

5- Ibid.

6- *La Birmanie ou la quête de l'unité*, par Pierre Fistié, Ecole Française d'Extrême-Orient, Paris, 1985, p. 36.

7- *Modern China-Myanmar Relations*, par David I. Steinberg et Hongwei Fan, Nias press, 2012, Copenhague, p. 356.

8- Ibid, p. 363.

L'histoire récente

Depuis la normalisation diplomatique et la reprise des contacts réguliers entre la Thaïlande et la Chine en 1975, les relations se sont déroulées sans accroc majeurs. Sous des gouvernements successifs, la Thaïlande a servi, avec l'assentiment des autorités de Bangkok, de conduit pour les armes chinoises livrées aux Khmers rouges qui, après l'invasion vietnamienne du Cambodge fin 1978, ont mené une lutte de guérilla contre l'armée vietnamienne jusqu'en 1989. Le territoire thaïlandais a servi de base arrière pour les combattants khmers rouges – Pol Pot, Ieng Sary, Nuon Chea, Khieu Samphan –, les autorités thaïlandaises allant jusqu'à délivrer des passeports thaïlandais à ceux-ci pour faciliter leurs déplacements.

La reconnaissance par les autorités chinoises des juntes thaïlandaises successives qui se sont emparées du pouvoir lors de coups d'État (1976, 1992, 2006, 2014), la non-interférence dans les affaires politiques thaïlandaises et les bonnes relations entre la famille royale thaïlandaise – particulièrement la seconde fille du roi Bhumibol Adulyadej, la princesse Sirindhorn – et le gouvernement chinois ont encore renforcé cette relation fraternelle et mutuellement bénéficiaire. Depuis que les tensions entre la Chine et plusieurs pays-membres de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (notamment les Philippines et le Vietnam) se sont avivées dans les années 1980, la Thaïlande a toujours évité de prendre une position claire sur les contentieux territoriaux et maritimes qui les opposent en mer de Chine méridionale, renforçant *de facto* la position de Pékin qui souhaite traiter ces contentieux sur une base strictement bilatérale. Bangkok s'est aussi souvent plié aux injonctions chinoises, par exemple pour refuser l'entrée sur le territoire thaïlandais de personnalités considérées comme subversives par Pékin, comme par exemple le Dalai Lama, dont tous les visas ont été refusés depuis une visite privée à Bangkok en 1993.

Cette relation de proximité de la Thaïlande avec la Chine s'inscrit toutefois dans le cadre d'une tradition diplomatique d'équilibre entre les grandes puissances, tradition que les diplomates thaïlandais ont strictement suivi depuis la fin de la guerre américaine au Vietnam en 1975 et jusqu'au coup d'État du 22 mai 2014. Dans ce cadre, le royaume s'est toujours gardé de faire trop pencher la balance du côté chinois et a toujours préservé sa relation privilégiée avec les États-Unis et le monde occidental en général – et ce aux niveaux politique, économique comme militaire. La Thaïlande est le seul pays d'Asie du Sud-Est avec les Philippines à être un allié par traité des États-Unis. L'exercice militaire Cobra Gold, qui se déroule chaque année sous l'égide des armées thaïlandaise et américaine sur le sol thaïlandais et constitue le plus important exercice militaire conjoint en Asie, a témoigné jusqu'à tout récemment (2014, cf. ci-dessous) de cette volonté de Bangkok de ne pas prendre de distance avec son allié américain.

Pilier du non-alignement, la Birmanie de Ne Win (au pouvoir entre 1962 et 1988), celle de « la voie birmane vers le socialisme », a toujours mis en avant une diplomatie neutraliste, mais dans les faits le régime militaire birman affichait malgré tout une certaine prédilection pour le socialisme chinois, surtout après la visite historique

à Rangoon du nouveau président chinois Deng Xiaoping en 1978. Parallèlement, Pékin mit alors un terme au soutien militaire massif qu'il apportait depuis 1968 au Parti Communiste Birman (PCB), qui menait une guérilla contre le régime militaire de Ne Win dans le nord-est du pays⁹. En 1989, le PCB implosa et se décomposa en divers groupes ethniques armés.

Le coup d'État sanglant des généraux birmans en septembre 1988 contre les forces prodémocratiques menées par Aung San Suu Kyi, fille du leader nationaliste historique Aung San, et les sanctions imposées dans la foulée par les pays occidentaux jetèrent la junte birmane dans les bras de Pékin. La Chine devint le principal allié de la Birmanie, les relations économiques sino-birmanes se développèrent rapidement et les généraux birmans achetèrent de vastes quantités de matériel militaire chinois.

Le point de vue de la Chine

Pour la Chine, la Birmanie représente un intérêt stratégique, à la fois au niveau politique et économique. Ce pays voisin doté de 1 930 kilomètres de côtes sur l'océan Indien peut permettre à la Chine, si les voies de communications adéquates sont mises en place, un débouché crucial sur l'océan Indien et la mer d'Andaman – un atout dans le cadre de la rivalité régionale Inde-Chine. D'un point de vue économique, la Birmanie représente pour le Sud-Ouest Chinois (provinces du Yunnan, ainsi que du Sichuan et du Guizhou) à la fois une source de ressources naturelles, mais également un débouché commercial pour les produits chinois. Les besoins importants en énergie de la province du Yunnan ont, par exemple, constitué un facteur influent dans la politique chinoise envers la Birmanie¹⁰. Le Yunnan, qui était l'une des provinces les plus pauvres et enclavées de Chine il y a trente ans, a pu amorcer un développement économique rapide en grande partie grâce à ses relations avec la Birmanie.

Les relations avec la Birmanie sont aussi particulièrement importantes du point de vue de Pékin à cause de la longue frontière commune et de l'instabilité politique qui a toujours régné du côté birman de la frontière où durant plus d'un demi-siècle – et pour certains encore aujourd'hui – des groupes armés représentant des minorités ethniques se battent contre l'armée birmane, officiellement connue sous le nom de *Tatmadaw*. La stabilité de cette zone frontalière et la réduction au maximum possible des incidents militaires est une priorité absolue à la fois pour les gouvernements locaux chinois de l'autre côté de la frontière et pour le gouvernement central à Pékin.

Du point de vue de Pékin, la Thaïlande, seconde économie en importance de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est, et pays carrefour en Asie du Sud-Est continentale est un partenaire clé, mais géographiquement plus distant et donc moins crucial que la Birmanie. Pékin voit le royaume Thaïlandais essentiellement comme un allié diplomatique dans certaines circonstances (conflit de Mer de Chine méridionale) et comme un terrain d'investissement et d'exportation. La bonne intégration des Sino-Thaïlandais dans la société et le niveau plus faible de sinophobie

9- *Land of Jade*, par Bertil Lintner, White Orchid Press, 1996, Bangkok, p. 320.

10- Steinberg and Fan, p. 349.

qu'en Birmanie (envers les « nouveaux Chinois ») fait de la Thaïlande un partenaire plus facile à gérer, notamment lorsque des régimes autoritaires, et donc souvent ostracisés par l'Occident, dirigent le royaume.

Depuis 2014-2015 : fermeture thaïlandaise, ouverture birmane – une évolution en sens opposé

Les relations politiques

Le coup d'État opéré le 22 mai 2014 par l'armée thaïlandaise dirigée par le général Prayuth Chan-ocha contre le gouvernement élu de Yingluck Shinawatra a d'autant plus refroidi les relations entre les États-Unis et son allié sud-est asiatique traditionnel, la Thaïlande, que les militaires thaïlandais avaient donné des garanties aux diplomates américains qu'ils ne se saisiraient pas du pouvoir par la force après six mois de manifestations anti-gouvernementales massives dans les rues de la capitale. Les États-Unis n'avaient pas réagi aussi fortement après le coup d'État de septembre 2006, notamment parce que la direction du pays avait été rapidement confiée à Surayudh Chulanont, certes un général à la retraite, mais surtout un membre du Conseil privé du roi, connu pour son pragmatisme et sa modération. Au contraire, après le coup de 2014, le général Prayuth et ses généraux les plus fidèles se sont emparés de la totalité des postes dirigeants, Prayuth se faisant nommer lui-même Premier ministre et mettant en place une constitution intérimaire lui donnant des pouvoirs exorbitants quand la « sécurité nationale » est menacée.

Washington décréta une série de sanctions mesurées : réduction de la coopération bilatérale, recalibrage de l'exercice militaire conjoint Cobra Gold et suspension des visites bilatérales de haut niveau. L'Union européenne suspendit aussi ses visites officielles de haut niveau, mais ne décréta pas de sanctions spécifiques.

Assoiffé de reconnaissance internationale, le Conseil National pour la Paix et l'Ordre (NCPO), comme la junte s'est officiellement baptisée, s'est alors précipité dans les bras de Pékin, mettant à mal la traditionnelle et pragmatique diplomatie d'équilibre pratiquée depuis des décennies¹¹. Les autorités chinoises y virent à la fois un moyen de contrer ce qu'elles considèrent être la « stratégie d'encercllement » (de la Chine) fomentée par Washington en s'assurant de la docilité de la Thaïlande ainsi qu'une opportunité pour vendre des équipements militaires et pour développer les relations économiques.

L'attitude moins agressive adoptée par Washington vis-à-vis de la junte thaïlandaise à partir de la mi-2015 n'a pas fondamentalement altéré la donne, comme l'a montré la déportation par Bangkok, à la demande de Pékin, de 108 immigrants illégaux Ouïghours « suspectés de terrorisme » vers la Chine en juillet 2015. Plus pragmatique, le Japon qui, après une condamnation initiale, a tendu plus ouvertement la main à Bangkok est mieux parvenu

11- *Thailand recalibrates with the outside world*, par Thitinan Pongsudhirak, Bangkok Post, 2 octobre 2015

que Washington à établir des relations cordiales avec la junte et - priorité pour Tokyo - à contrebalancer l'influence de Pékin.

Contrairement à la poussée autoritaire en Thaïlande, pays considéré comme une « démocratie en consolidation » jusqu'au milieu des années 2000¹², la Birmanie connut une transformation profonde fin 2015 après cinquante ans de régime militaire et trois ans de gouvernement militaro-civil : les élections de novembre 2015 aboutirent à une large victoire du parti d'opposition la Ligue Nationale pour la Démocratie, dirigée par Aung San Suu Kyi, laquelle devint en mars 2016 ministre des Affaires étrangères, *State Counsellor* et leader de facto du nouveau gouvernement dirigé nominalement par le président U Htin Kyaw. À la mi-2016, les effets de ce séisme politique étaient encore difficiles à évaluer avec précision, mais il était clair que, malgré une apparente incapacité d'Aung San Suu Kyi à déléguer les tâches et une certaine tendance au micromanagement – ce qui tendait à freiner l'action du gouvernement –, un climat beaucoup plus démocratique et plus ouvert prévalait.

La Chine doit s'adapter à cette nouvelle donne, tant au niveau politique qu'au niveau économique. Les contrats de grands projets – barrages, concessions, mines, etc. – passés entre Pékin et le régime birman sans consultation des populations locales ne sont plus possibles. La suspension en septembre 2012 par le président Thein Sein du barrage géant de Myitsone dans l'État Kachin, à la confluence des fleuves Mayhka et Malihka dont la jonction forme le fleuve Irrawaddy, principale voie d'eau du pays, « parce que le peuple s'y opposait », avait déjà lancé un signe fort, sous une administration civile mais non démocratique, que les méthodes pratiquées jusqu'alors par la Chine étaient devenues inopérantes¹³.

Aung San Suu Kyi a toujours dit, et elle l'a répété après la victoire de son parti, que des relations stables et amicales avec la Chine étaient cruciales pour la Birmanie. Mais il est clair que l'éventail des options diplomatiques de la Birmanie s'est largement ouvert depuis 2012, comme le montre la visite historique du président américain Barack Obama à Rangoon en novembre 2012, et la série de visites de chefs d'État et de gouvernements occidentaux qui a suivi. La Chine, qui considère la Birmanie comme le pays-clé au niveau stratégique sur sa frontière sud, à la fois pour des raisons de sécurité et économiques, n'a pas d'autres choix que de s'adapter à cette nouvelle donne, et cette adaptation passe par une approche plus subtile et plus flexible des autorités birmanes au niveau national et local, en particulier le long de la frontière.

Les relations économiques

Depuis la répression du soulèvement pro-démocratique de l'été 1988 en Birmanie, la Chine a lourdement investi sur le territoire de son allié, notamment dans l'optique de pourvoir aux besoins en énergie de ses provinces méridionales et de faciliter les transports et donc les échanges commerciaux. Un gazoduc et un oléoduc traversant la plus grande partie du territoire birman

12- *The opportunity costs of Thailand's descent*, par Thitinan Pongsudhirak, Bangkok Post, 12 février 2016

13- Steinberg et Fan, p. 354.

pour déboucher dans le Yunnan ont été construits. La construction de plusieurs barrages hydro-électriques, ainsi que de routes et de voies ferrées, a été lancée. Le nombre de ces projets a fortement augmenté au milieu des années 2000, à mesure que l'économie chinoise montait en puissance. En 2011, les investissements chinois en Birmanie totalisaient 2,2 milliards de dollars et ils ont continué à augmenter régulièrement depuis¹⁴.

Avec la transition démocratique birmane, cette imbrication économique entre les deux pays place la Chine dans une position vulnérable, car elle est incertaine de l'attitude que le gouvernement d'Aung San Suu Kyi, qui devrait se montrer plus réceptif aux demandes de la population, va adopter à son égard en cas de contentieux sur des projets d'investissements. Il y a, en quelque sorte, une inversion de la relation : la Chine n'est plus le patron qui peut dicter ses volontés à un État paria qui n'a pas d'autres partenaires, mais, au contraire, les énormes intérêts économiques chinois en Birmanie obligent Pékin à adopter une approche plus précautionneuse¹⁵.

Cette tendance se reflète au niveau de la répartition des investissements étrangers en Birmanie par pays d'origine. Depuis 2012, plus de firmes de pays autres que la Chine voient leurs projets d'investissements approuvés, ce qui signifie que le pourcentage des investissements chinois dans le total des investissements étrangers a fortement baissé¹⁶.

Le cas du barrage de Myitsone est emblématique de la nouvelle dynamique qui se met en place. Lors d'une conférence de presse en mars 2016, l'ambassadeur chinois en Birmanie, Hong Lian, a déclaré que Pékin espérait que le nouveau gouvernement birman « allait faire preuve de patience pour résoudre cette question et que le contentieux n'allait pas atteindre la phase de compensation ». « Nous allons explorer les moyens d'atteindre un accord négocié acceptable », a-t-il ajouté¹⁷.

90 % de l'électricité qui sera produite par le barrage de Myitsone, d'une capacité de 21 600 MW, sera, s'il est effectivement mis en opération, exporté vers la Chine. Le coût initial du barrage est estimé à 3,6 milliards de dollars et celui-ci doit être exploité par la firme chinoise China Power Investment Corporation dans le cadre d'une concession de 50 ans avant d'être remis aux autorités birmanes. Si le gouvernement birman décide d'annuler le projet, des compensations financières massives devront être payées à la firme chinoise – une éventualité que le nouveau gouvernement veut probablement éviter. Mais dans le même temps, il est extrêmement difficile pour Aung San Suu Kyi, « idole démocratique », de revenir sur la décision de suspension prise par un gouvernement composé essentiellement de militaires à la retraite et de relancer le projet. En juillet 2016, le nouveau gouvernement n'avait encore pris aucune décision sur cette question cruciale pour les relations sino-birmanes.

14- *Chinese investment and Myanmar's shifting political landscape*, par Su-Ann Oh et Philip Andrew-Speeds, ISEAS, Singapour, 2015.

15- *China woos Myanmar, tries to massage its public image*, par Nyan Lynn Aung, Myanmar Times, 19 juillet 2016

16- Su-Ann Oh et Philip Andrew-Speeds

17- *Campaigners fight against Myitsone dam*, par Theingi Htun Htet Htet, agence de presse Mizzima, 18 juillet 2016

L'évolution politique de la Thaïlande depuis 2014 dans un sens diamétralement opposé à celui de la Birmanie a eu des effets économiques inverses sur le royaume. Celui-ci est devenu plus dépendant des investissements chinois du fait de l'attentisme des investisseurs occidentaux dû en partie aux consignes de prudence de leur gouvernement respectif ; son pouvoir de négociation avec Pékin s'est notablement réduit. Même si au niveau des chiffres, le montant total des investissements chinois approuvés par le Board of Investment thaïlandais indique une légère régression en 2015 par rapport à 2014 (28 milliards de bahts contre 38 milliards de bahts)¹⁸, la junte militaire a voulu favoriser les firmes chinoises comme partenaires pour les mégaprojets qu'elle souhaite lancer, ce qui a eu parfois des effets auxquels elle ne s'attendait pas.

L'exemple le plus saillant est celui d'une voie ferrée pour train à grande vitesse entre la frontière laotienne à hauteur de Vientiane et Bangkok. Lorsque Pékin a dévoilé les conditions financières du projet – avec des taux d'intérêts et une période de remboursement nettement plus défavorables que les conditions proposées par la Banque mondiale, le Japon ou les pays européens -, le régime militaire a annoncé qu'il financerait la voie ferroviaire lui-même et, depuis, le projet semble au point mort. L'incident a illustré la vulnérabilité du gouvernement thaïlandais et l'absence d'état d'âme de Pékin devant un partenaire bienveillant mais faible¹⁹.

Les relations militaires et la question de la sécurité frontalière

La volonté américaine de limiter les relations diplomatiques avec la Thaïlande après le coup de mai 2014, la réduction des programmes de coopération et le recalibrage de l'exercice militaire conjoint Cobra Gold incitèrent la junte de Bangkok à regarder du côté de Pékin à la fois pour la coopération militaire et pour les achats d'équipements militaires. Par le passé, les forces armées thaïlandaises avaient déjà acquis du matériel chinois, notamment des chars d'assaut (Type 69-II) – matériel qui s'était avéré peu performant. Malgré cette piètre expérience, Bangkok a signé en avril 2016 un contrat pour l'achat de 28 tanks VT-4 après avoir connu des problèmes de livraison de tanks auparavant commandés à l'Ukraine, avec pour objectif final d'acheter un total de 150 VT-4 pour monter un bataillon de cavalerie si les équipements s'avèrent performants²⁰.

Parallèlement, la marine thaïlandaise a poussé la junte à approuver la commande de trois sous-marins chinois de la classe Yuan S26T, malgré le manque de réputation des sous-marins chinois notamment vis-à-vis de ses concurrents allemands et sud-coréens²¹.

L'importance du budget à dégager pour cet achat - 1,3 milliard de dollars pour les trois premiers sous-marins - et un début de polémique dans les médias thaïlandais sur l'utilité réelle d'acquérir une flotte sous-marine pour un pays qui n'est pas une puissance maritime ont amené

18- http://www.boi.go.th/upload/content/T%20PRC14_27259.pdf
19- Thitinan, 2 octobre 2015.

20- <http://defence-blog.com/army/royal-thai-army-signed-signed-the-contract-for-norinco-vt-4.html>

21- *Subs put too many eggs in China basket*, par Thitinan Ponsudhirak, Bangkok Post, 13 juillet 2015

la junte à réserver sa décision dans un premier temps ; mais en juillet 2016, le général Prawit Wongsuwan, vice-Premier ministre thaïlandais et ministre de la Défense, a affirmé lors d'un entretien donné à la presse que la Thaïlande allait bien acheter les trois sous-marins²². Une telle décision ne pourrait qu'avoir des conséquences sur la coopération militaire entre la Thaïlande et les États-Unis, ces derniers s'inquiétant de la proximité d'opérateurs militaires chinois avec les technologies militaires américaines actuellement utilisées par l'armée thaïlandaise²³. L'organisation en mai 2016 de « Blue Strike », un exercice militaire sino-thaïlandais conjoint d'ampleur limitée – le premier du genre depuis 2010 -, semblait confirmer le pivotement progressif de la Thaïlande vers la Chine en matière de coopération militaire²⁴.

Du côté de la Birmanie, la junte de Rangoon acheta entre 1989 et 1995 pour plus d'1,5 milliards de dollars d'équipements militaires à la Chine, ce qui permit à l'armée birmane de tripler ses effectifs pour atteindre 400 000 hommes et de devenir l'une des plus puissantes armées d'Asie du Sud-Est²⁵. Depuis, il n'y a plus eu d'importants achats militaires à la Chine et l'incident du Kokang en août 2009, lorsque 37 000 résidents de cette région du nord de la Birmanie peuplée par la minorité Kokang ont fui une attaque de l'armée birmane en passant du côté chinois de la frontière, a quelque peu tempéré les relations entre les armées des deux pays.

Pékin est de fait plus conscient que jamais de l'importance de la stabilité sur sa frontière sud-ouest à la fois pour des questions de sécurité et de libre circulation du commerce, ce qui passe par un accommodement entre les guérillas ethniques, dont certaines ont signé ces dernières années des accords de cessez-le-feu avec le pouvoir central birman. Du point de vue de Pékin, et des dirigeants de la province du Yunnan, la sécurité frontalière ne concerne pas seulement les possibles débordements de heurts armés sur le territoire chinois (comme cela a été le cas dans le conflit du Kokang), mais aussi la possible « contamination » par les revendications politiques des minorités ethniques birmanes de leurs propres minorités souvent issues des mêmes groupes ethniques (Wa, Kachin et Hmong)²⁶. Les autorités chinoises ont donc essayé de jouer un rôle de médiateur pour résoudre la question du Kokang. Elles sont aussi intervenues à propos du projet de l'État birman de convertir les groupes armés ethniques en Border Guard Forces, des unités de sécurité frontalière sous l'autorité étatique – un projet qui émasculerait automatiquement la capacité de ces minorités à se rebeller de nouveau ou à acquérir une plus large autonomie. Pékin a ainsi demandé aux Wa, aux Kachin et aux Bamar de trouver un accord sur cette question délicate.

Depuis son arrivée au pouvoir, Aung San Suu Kyi a tenté de rallier les groupes armés ethniques qui n'ont pas encore signé d'accord de cessez-le-feu (la puissante Kachin Independence Organisation, ainsi que d'autres groupes plus petits comme le Kokang et le Myanmar National

22- <http://www.reuters.com/article/us-thailand-china-idUSKCN0ZH4V4>

23- <http://www.worldpoliticsreview.com/articles/16608/does-thailand-s-chinese-submarine-purchase-really-signal-u-s-drift>

24- http://news.xinhuanet.com/english/2016-05/21/c_135377888.htm

25- Egretau, p. 319.

26- Steinberg et Fan, p. 351.

Democratic Alliance Army) dans un grand projet fédéraliste qui inclurait aussi les huit groupes qui ont déjà signé un cessez-le-feu. Une grande Conférence de l'Union et de la Paix est prévue durant l'été 2017, mais la participation des groupes rebelles est encore incertaine. Cette tentative de conciliation, inspirée par la célèbre Conférence de Panglong convoquée en 1947 par le père d'Aung San Suu Kyi et héros de l'indépendance birmane Aung San, va dans le même sens que les intentions chinoises d'assurer la stabilité et une meilleure circulation des hommes et des marchandises à travers la frontière sino-birmane²⁷.



Conclusion

Il est intéressant de noter que dans le cas thaïlandais, la Chine n'a fait aucun effort d'adaptation, imposant ses conditions notamment au niveau des contrats économiques, comme le montre clairement les conditions de financement du projet de voie ferrée de train à grande vitesse reliant la Chine, le Laos et la Thaïlande. La junte thaïlandaise est en position de relative faiblesse vis-à-vis de Pékin et la précipitation des Thaïlandais à obéir aux injonctions chinoises, qu'il s'agisse du renvoi en Chine de Ouïghours du Xinjiang ou de l'arrestation de « dissidents » chinois ou hongkongais, montre à quel point le pouvoir thaïlandais est prêt à courber l'échine, au détriment d'une fière tradition de diplomatie d'équilibre.

Cette évolution se répercute aussi sur la position thaïlandaise au sein de l'Association des Nations d'Asie du Sud-est sur le conflit de mer de Chine méridionale. Bangkok se montre inactif sur la question, semblant accorder le bénéfice du doute à la Chine au détriment de la solidarité avec les partenaires de l'ASEAN qui sont parties au conflit (Vietnam, Philippines et dans une moindre mesure, Brunei et la Malaisie). Même si la position thaïlandaise n'est pas ouvertement favorable à la Chine comme le sont celles du Laos ou du Cambodge, l'attitude désintéressée de Bangkok renforce la main chinoise du fait de la règle du consensus qui régit les décisions au sein de l'ASEAN.

Tout au contraire, Pékin a été obligé de s'adapter à la nouvelle donne birmane, notamment au niveau économique. Les intervenants chinois en Birmanie ont fait des efforts ces derniers mois pour améliorer les relations avec la société birmane en mettant en place des projets affichant la volonté d'obéir au principe de la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) et ont lancé une série de campagnes de relations publiques et de programmes d'assistance et de partage des bénéfices ciblant les communautés locales²⁸.

De même, la Birmanie d'Aung San Suu Kyi semble adopter une position plus active que la Thaïlande de Prayuth sur la question du contentieux en mer de Chine méridionale. Dès le lendemain de la décision, le 13 juillet 2016,

27- *Myanmar's peace process looks precariously poised*, par Larry Jagan, 16 juillet 2016, Bangkok Post

28- Nyan Lynn Aung

de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye rejetant la revendication de Pékin sur 90 % de la mer de Chine méridionale et déclarant illégales les îles artificielles et les installations sur les îlots contestés construites par la Chine, le ministère birman des Affaires étrangères a appelé dans un communiqué toutes les parties au contentieux « à ne pas engager d'activités qui pourraient accroître la tension et à renoncer à l'utilisation de la menace ou de la force » - un communiqué qui montre que même si la Birmanie se trouve à une distance importante de la région contestée, elle compte adopter une position plus dynamique que la Thaïlande, laquelle a brillé par son silence après le jugement de La Haye. La nouvelle Birmanie se positionne ainsi vis-à-vis de Pékin comme un pays partenaire qui souhaite entretenir des relations amicales, mais pas à n'importe quel prix. La Thaïlande sous régime militaire apparaît elle comme un partenaire vulnérable, facilement manipulable et peu contrariant pour les autorités chinoises.